

Une économie forte pour les Britanno-Colombiens

POINTS SAILLANTS DU BUDGET ÉQUILIBRÉ DE 2015

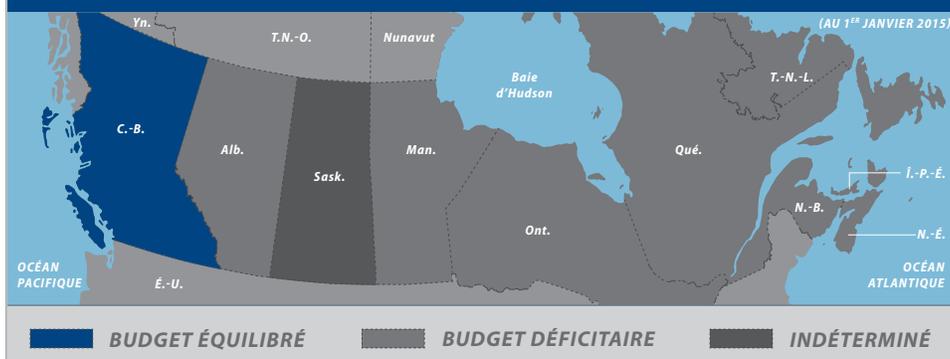
ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

La C.-B. prévoit terminer l'exercice 2014-2015 avec un surplus de 879 millions \$. Le budget de 2015 prévoit des excédents, pour l'ensemble des trois années du plan financier, dépassant de peu le milliard de dollars. La discipline budgétaire est le cœur même du *Budget équilibré de 2015*. C'est la raison principale qui nous permet de maintenir l'équilibre budgétaire tout en continuant, modestement, à effectuer des investissements stratégiques pour :

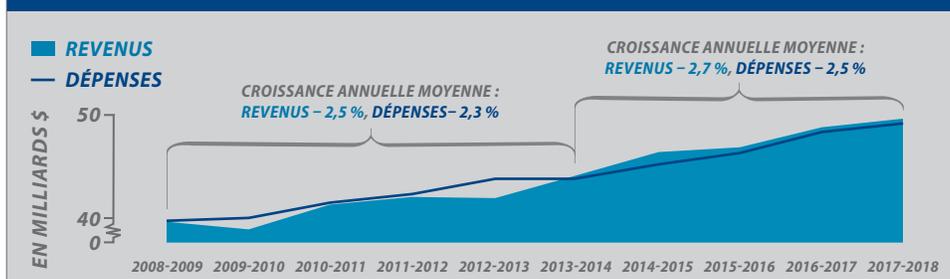
- » maintenir les services publics (soins de santé et éducation);
- » renforcer et encourager la croissance des secteurs économiques clés;
- » renforcer le soutien aux familles et aux personnes qui en ont besoin.

Malgré l'incertitude économique actuelle, tant nationale que mondiale, les prévisions des économistes indépendants placent la C.-B. pratiquement en tête des autres provinces en ce qui a trait à la croissance économique prévue pour les deux prochaines années. La diversification de l'économie de la C.-B. est l'une des raisons de ce succès attendu. Nous pourrions ainsi continuer d'investir dans des domaines prioritaires tout en maintenant l'équilibre budgétaire.

DÉFICITS PANCANADIENS 2014-15



MAINTIEN D'UN BUDGET ÉQUILIBRÉ



L'HONORABLE
MICHAEL DE JONG, C.R.
MINISTRE DES FINANCES

LA COTE DE CRÉDIT TRIPLE A DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Une gestion financière prudente assure à la Colombie-Britannique la cote de crédit triple A qui permet à l'argent des contribuables d'être dépensé en services directs plutôt qu'en frais de service de la dette.

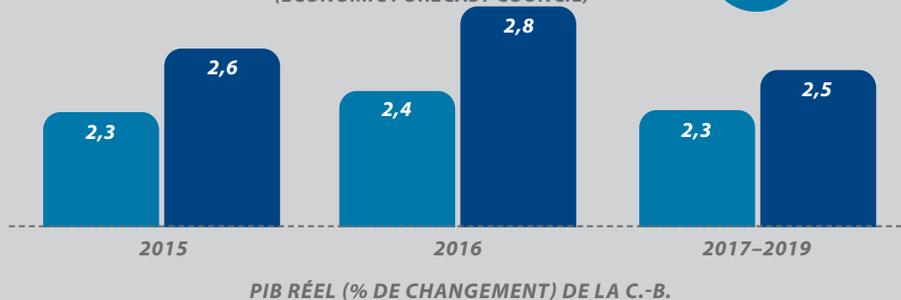


FAIRE CROÎTRE NOTRE ÉCONOMIE

Le gouvernement prévoit que la croissance économique de la C.-B. sera de 2,3 % en 2015, de 2,4 % en 2016 et de 2,3 % en 2017.

COUP D'OEIL SUR LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE DE LA C.-B.

PRÉVISIONS DU :  GOUVERNEMENT DE LA C.-B.  COUNSEIL DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES (ECONOMIC FORECAST COUNCIL)



DIVERSIFIER NOTRE ÉCONOMIE

EXPLORATION MINIÈRE

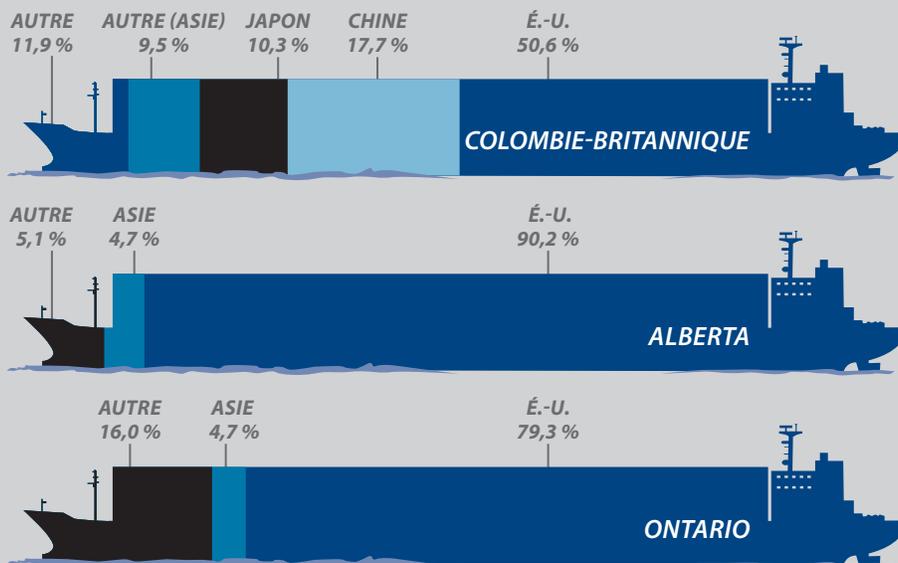
- » Prolonger d'un an le crédit d'impôt de la C.-B. pour actions accréditatives de sociétés minières à titre de mesure incitative pour l'exploration minière.
- » Prolonger de quatre ans l'allocation pour nouvelles mines de sorte que celle-ci sera accessible pour les nouvelles mines et pour celles qui connaîtront un agrandissement important et dont la production débutera au 31 décembre 2019.
- » Le budget initial alloué au Ministry of Energy and Mines (ministère de l'Énergie et des Mines) sera annuellement augmenté de 6,3 millions \$ et financera les améliorations continues apportées à la supervision des autorisations et de la réglementation, notamment l'augmentation du nombre de mines inspectées.

AGRICULTURE

- » L'industrie agroalimentaire de la C.-B. est la plus diversifiée au pays. Elle crée près de 60 000 emplois et génère environ 11,6 milliards \$ par an dans l'économie de la C.-B. Le gouvernement alloue 2 millions \$ supplémentaires dans le programme « Achetez local » (Buy Local) pour aider les agriculteurs et les transformateurs d'aliments à promouvoir leurs produits britanno-colombiens.

PRÈS DE 37 % DES EXPORTATIONS DE LA C.-B. SONT DESTINÉES À L'ASIE

PART ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES EN 2014, PAR PROVINCE



SOURCE : BC STATS (LES POURCENTAGES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, IL SE PEUT QUE LEUR SOMME DÉPASSE 100 %)

INVESTISSEMENTS DANS L'AÉROSPATIALE

L'industrie de l'aérospatiale de la C.-B. génère 2,5 milliards \$ par an dans notre économie et emploie directement 8 300 personnes. Nous espérons vivement voir ces chiffres augmenter, c'est pourquoi le budget de 2015 réaffirme l'engagement du gouvernement à dégager 5 millions de dollars sur cinq ans pour l'expansion de la grappe aérospatiale de calibre international de la C.-B. La seconde partie du financement permettra de continuer le travail déjà amorcé, c'est-à-dire l'expansion des marchés et les efforts pour attirer plus d'entreprises internationales et d'investissements dans la province.

ACCÈS AU MONDE

» **Centre maritime international** : Jusqu'à 3 millions \$ seront alloués, sur trois ans, pour attirer un nombre accru de compagnies maritimes et leurs sièges sociaux à Vancouver. Ces fonds favoriseront la création d'emplois durables et lucratifs et renforceront la réputation déjà acquise de la C.-B. de porte d'entrée privilégiée entre l'Amérique du Nord et l'Asie.

» **Plateforme de négociation du renminbi** : Puisque les entreprises de la C.-B. ne cessent d'accroître leurs liens commerciaux avec la Chine, le gouvernement contribuera modestement à un fonds pour les aider à tirer profit de la nouvelle plateforme de négociation du renminbi, la première en Amérique. Cette plateforme de négociation est un centre financier destiné à compenser et à régler des opérations commerciales dans cette devise chinoise. Elle simplifiera, à moindres coûts, ces opérations pour les entreprises et tous ceux ici qui font des affaires avec la Chine. La Chambre de commerce du Canada estime que commercer directement en renminbi permettra aux entreprises canadiennes d'économiser jusqu'à 6,2 milliards \$ en coûts de transaction sur une période de 10 ans et augmentera la valeur des exportations de près de 32 milliards \$. La Colombie-Britannique profitera considérablement elle aussi de ces gains.

CONCORDANCE ENTRE LA FORMATION ET LES EMPLOIS OFFERTS

Subvention d'accès de la C.-B. (B. C. Access Grant) pouvant aller jusqu'à 16 400 \$ par étudiant



comprenant 500 \$ pour l'achat de nouveaux outils.



Réaffectation de 40 millions \$ à la formation postsecondaire en C.-B. pour les emplois à forte demande.



5,4 millions \$ pour la formation axée sur les compétences pour les Autochtones.



PLAN DE COMPÉTENCE POUR L'EMPLOI EN C.-B. (SKILLS FOR JOBS BLUEPRINT)

Le budget de 2015 appuie le plan gouvernemental *Skills for Jobs Blueprint* pour la restructuration de son système d'éducation et de formation. Selon nos estimations, d'ici 2022, 43 % des emplois nécessiteront des compétences commerciales ou techniques. Le plan de compétence pour l'emploi en C.-B. *Skills for Jobs Blueprint*, *restructuration du système d'éducation et de formation* contribuera à mettre la formation et l'enseignement au diapason des emplois en demande.

Ce plan facilite ainsi le passage des élèves directement des bancs de l'école au marché du travail en adaptant la formation aux emplois à forte demande et payants, emplois qui exigent des compétences spécialisées. Ce plan a pour objectifs :

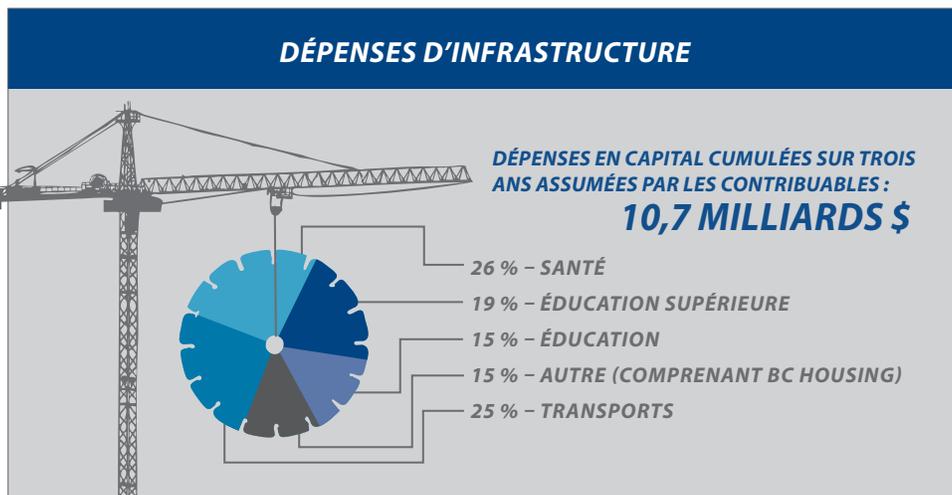
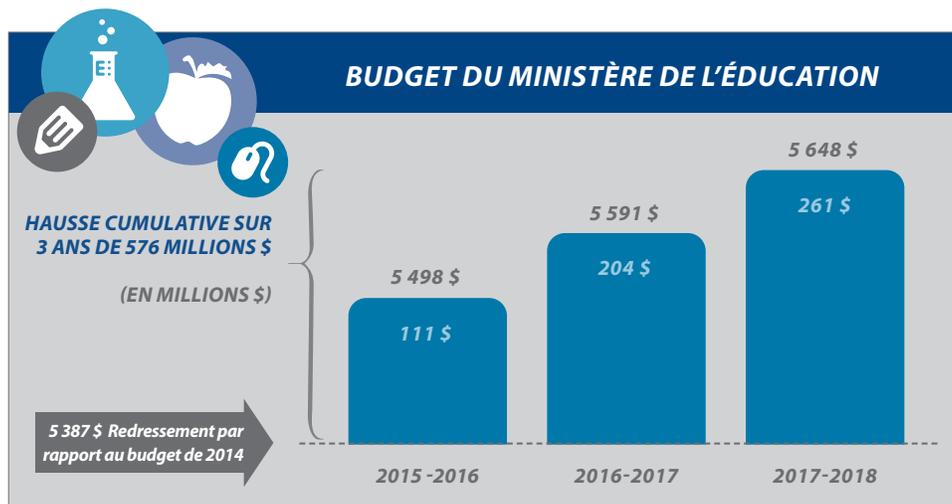
- » de donner une longueur d'avance aux jeunes grâce à des activités d'apprentissage pratiques à l'école;
- » d'adapter le système d'éducation et de formation pour qu'il s'accorde mieux avec les emplois en demande;
- » de renforcer le partenariat avec les entreprises et le milieu du travail pour la formation et les stages.

PROLONGEMENT DES CRÉDITS D'IMPÔT

- » **Crédits d'impôt pour la formation :** Nous soutenons les employeurs et les apprentis en prolongeant les crédits d'impôt pour la formation jusqu'à la fin de 2017. Le budget de cette année prolongera également le crédit majoré en allouant un 50 % additionnel aux membres des Premières Nations, aux personnes handicapées et à leurs employeurs.
- » **Crédit d'impôt pour les effets visuels ou l'animation numérique :** Le budget de 2015 étend le crédit d'impôt pour les effets visuels ou l'animation numérique à la postproduction des activités cinématographiques. Ce crédit, ajouté à l'éventail de crédits déjà disponibles, contribuera à la vitalité de notre industrie cinématographique.
- » **Crédit d'impôt pour les produits multimédias interactifs numériques :** Le budget de 2015 prolonge également le crédit d'impôt pour les produits multimédias interactifs numériques jusqu'en 2018 pour continuer à compenser les coûts de conception de jeux vidéo et d'autres produits multimédias numériques.
- » **Crédit d'impôt aux petites entreprises pour capital de risque :** Le programme de crédit d'impôt aux petites entreprises pour capital de risque sera augmenté de 3 millions \$ pendant un an. Ce programme partagera plus de 10 millions \$ en financement supplémentaire par capitaux propres entre les nouvelles entreprises admissibles en 2015.

INVESTIR EN ÉDUCATION

Nos investissements récents dans le système scolaire publique serviront à financer les conventions collectives négociées avec les enseignants et le personnel de soutien qui seront en vigueur jusqu'en juin 2019. Nous augmentons aussi de 33 % notre investissement dans le fonds pour l'amélioration de l'apprentissage (Learning Improvement Fund).



SUBVENTION POUR L'ÉPARGNE-ÉTUDES ET L'ÉPARGNE-FORMATION

À partir du mois d'août, les parents pourront bénéficier d'une subvention pour épargne-études et épargne-formation en faisant la demande auprès des institutions financières participantes. Cette subvention prendra la forme d'un versement unique de 1 200 \$ pour chaque enfant admissible résidant en C.-B. et né le ou après le 1^{er} janvier 2007. Des subventions seront octroyées à près de 40 000 enfants admissibles de six ans et plus chaque année. La condition essentielle est la participation des parents ou des tuteurs à un régime enregistré d'épargne-études au bénéfice de l'enfant pour leur donner une longueur d'avance dans la planification de son éducation et de sa formation futures.

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS EN SANTÉ



» Jusqu'à 12,5 millions \$ seront accordés à la Société canadienne du cancer pour l'aménagement d'un centre de prévention du cancer de calibre international à Vancouver. Le centre se consacrera à des recherches qui pourraient améliorer la santé et, par ricochet, réduire les dépenses en soins de santé.

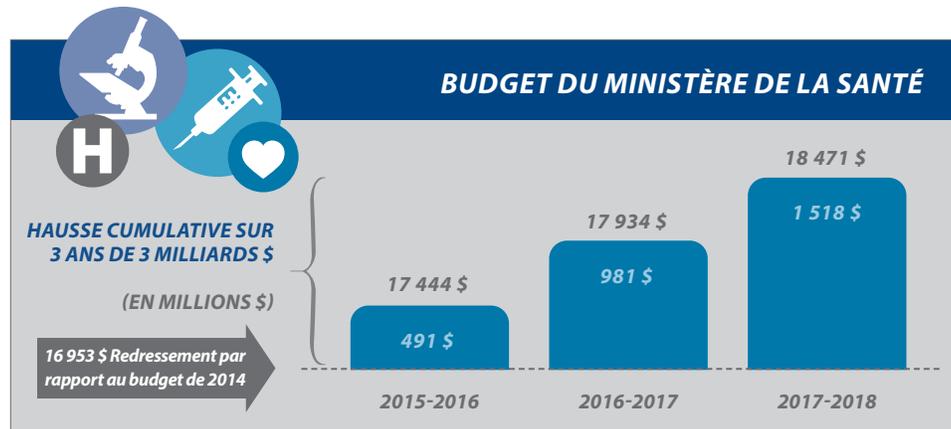
» Des investissements supplémentaires seront réalisés pour soutenir les centres de soins palliatifs et les services palliatifs pour les enfants et les adultes. Ils serviront notamment à doubler le nombre de lits d'ici 2020 et à soutenir les soins de fin de vie.

INVESTIR EN SANTÉ

DES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES POUR LE BUDGET EN SANTÉ

Au cours des trois prochaines années, les dépenses du Ministry of Health (Ministère de la Santé) augmenteront de près de 3 milliards \$. De cette somme ressortent deux accomplissements très heureux :

- » Nous avons réduit le taux de financement en santé en l'établissant à une moyenne annuelle de moins de 3 % (par rapport à près de 8 % au milieu des années 2000).
- » La C.-B. affiche encore des résultats meilleurs que partout ailleurs en matière de santé, avec une espérance de vie la plus longue au pays ainsi qu'un taux de mortalité le plus bas lié au cancer et aux maladies cardiaques.



DES ENFANTS ACTIFS ET EN BONNE SANTÉ

- » Un million \$ de financement supplémentaire est accordé au programme *British Columbia School Fruit and Vegetable Nutrition*. Ce programme fournit gratuitement à près d'un demi-million d'enfants du lait, des fruits et des légumes dans les écoles participantes, y compris les écoles de bande des Premières Nations.
- » Un crédit d'impôt pour entraîneurs de 500 \$ est offert aux enseignants et aux aides-enseignants pour reconnaître la valeur des activités parascolaires, sportives et artistiques dans nos écoles.
- » Trois millions \$ sont offerts sous forme de crédit d'impôt supplémentaire de 250 \$ pour l'achat d'équipement sportif pour les enfants afin d'alléger la pression financière des parents. Le crédit sera fixé à 50 % du montant réclamé dans le cadre du crédit préexistant en C.-B. Ainsi, les parents n'auront pas à conserver les reçus d'achat de ces équipements.

SOUTENIR LES PERSONNES DANS LE BESOIN

EXCLUSION DES MONTANTS DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS

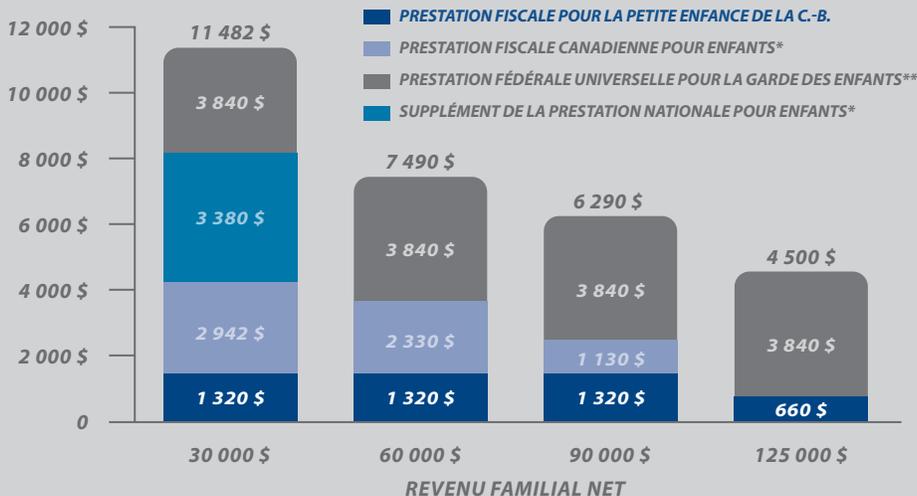
À compter du 1^{er} septembre 2015, les montants de pension alimentaire pour enfants seront pleinement exclus du calcul de l'aide au revenu. Les parents pourront ainsi conserver chaque dollar reçu à titre de pension alimentaire en plus de ce qu'ils reçoivent en aide au revenu ou en prestations d'invalidité. Ainsi, 32 millions \$ supplémentaires sur trois ans seront réaffectés aux enfants et aux familles les plus démunies de la Colombie-Britannique. Environ 3 200 familles (totalisant près de 5 400 enfants) qui reçoivent déjà des prestations d'aide au revenu ou d'invalidité pourront bénéficier de ce changement.

FONDS POUR LE COMMUNITY LIVING BC ET L'AIDE AU REVENU

Dans ce budget, nous allouons également des sommes additionnelles au soutien des personnes et des familles qui en ont le plus besoin. Ces sommes comprennent, pour les trois prochaines années :

- » 106 millions \$ supplémentaires pour l'organisme *Community Living BC* qui vient en aide aux personnes atteintes de troubles de développement.
- » 20 millions \$ supplémentaires pour les programmes d'aide au revenu.

TOTAL ANNUEL DES PRESTATIONS POUR ENFANTS COUPLE AVEC DEUX ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS



* CES SOMMES SERONT EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2015. LES PRESTATIONS AUGMENTERONT LÉGÈREMENT EN 2016 SELON L'INDEXATION EN FONCTION DU COÛT DE LA VIE.

** LA PRESTATION FÉDÉRALE UNIVERSELLE POUR LA GARDE DES ENFANTS EST IMPOSABLE, MAIS ELLE A ÉTÉ EXCLUE DES PRESTATIONS FISCALES POUR ENFANTS UTILISÉES ICI POUR CALCULER LE REVENU FAMILIAL NET. LE MONTANT DE LA PRESTATION NE SERA PAS INDEXÉ SELON L'INFLATION.

INVESTISSEMENTS À LA SPCA

Cinq millions \$ sont prévus pour permettre le déménagement ou la rénovation des installations de la SPCA des régions du Lower Mainland, de l'île de Vancouver, de Kootenay et d'Okanagan.

PRESTATION FISCALE POUR LA PETITE ENFANCE DE LA C.-B.

À compter du 1^{er} avril 2015, 180 000 familles commenceront à recevoir la prestation fiscale pour la petite enfance de la C.-B. Elle pourra s'élever jusqu'à 660 \$ par enfant de moins de 6 ans afin de compenser les coûts de garde d'enfant. En combinant cette prestation avec la prestation fédérale pour les familles avec enfants, un couple avec deux enfants de moins de six ans disposant d'un revenu de 60 000 \$ pourrait recevoir des prestations annuelles d'environ 7 500 \$.



IMPÔTS ET TAXES PEU ÉLEVÉS POUR LES BRITANNO-COLOMBIENS

Les Britanno-Colombiens continuent de profiter de l'un des fardeaux fiscaux globaux les plus faibles au Canada lorsqu'on considère l'ensemble des impôts et des taxes, y compris l'impôt sur le revenu, la taxe de consommation, les primes du régime de services médicaux et la cotisation sociale.

Pour en savoir davantage



sur les détails du budget de 2015 : www.bcbudget.ca

sur le Ministry of Finance (ministère des Finances) : www.gov.bc.ca/fin

Le présent document a été imprimé sur du papier écologique fabriqué à partir de sources d'énergie renouvelable. Le papier, qui contient des fibres recyclées après consommation, n'a pas été traité au chlore élémentaire. En outre, la production du document a intégré les meilleures pratiques de conservation. Veuillez réduire, réutiliser et recycler.

